

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 1 MARS 1979 - N° 864

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

La campagne anti-chinoise du PCF La mauvaise foi au service des mauvaises causes

Avec le meeting antichinois de Marchais jeudi, le PCF poursuit une campagne de soutien à la politique hégémoniste de l'URSS sur laquelle il s'aligne de plus en plus étroitement.

Lire en page 5

Giscard au Mexique

Giscard est en visite officielle au Mexique pour trois jours. Le Mexique est à l'heure actuelle sur le devant de la scène mondiale : il doit bientôt devenir l'un des premiers producteurs de pétrole. Le gouvernement mexicain a exprimé la volonté de diversifier ses ventes et de ne pas fournir uniquement les USA. Dimanche, la France a conclu un accord avec le Mexique : à partir de l'année prochaine, elle achètera 5% de son pétrole à ce pays.

Dans
*le Quotidien
du Peuple*
du samedi
3 mars

Contraires
au sein du peuple :
Les révolutionnaires
et l'Europe (suite)

Enquête :
Les méfaits
du travail posté

Espagne: les élections du désenchantement

Demain, les vrais problèmes



Après un an de démocratie bourgeoise, les Espagnols votent pour la première fois dans le cadre des législatives, avec un certain désenchantement. Les partis bourgeois multiplient les promesses et la démagogie. L'UCD, parti du premier ministre Suarez, fait campagne sur le changement dont il se présente comme l'artisan. Le PSOE de Gonzales prétend garantir des réformes sans danger, donnant l'image d'une social-démocratie à l'allemande. De

son côté le PCE tente de rattraper sa baisse d'influence due à sa politique de collaboration de classes, en attaquant systématiquement les socialistes.

Demain, après les élections se poseront les vrais problèmes : crise économique et sociale, revendications autonomistes, risques de déstabilisation.

Lire en page 2

Après plus de 10 ans
d'interventions militaires

NOUVELLES INGERENCES FRANÇAISES AU TCHAD

Depuis plus de dix ans, l'impérialisme français n'a cessé d'intervenir, y compris par des expéditions militaires, dans la situation intérieure du Tchad. A plusieurs reprises, il a envoyé des milliers de paras et de mercenaires pour soutenir un Etat néo-colonial incapable et corrompu, contre la rébellion du FROLINAT. Malgré cette politique interventionniste, l'impérialisme français n'a pu empêcher le FROLINAT, l'année dernière, d'étendre son contrôle sur toute la moitié Nord du pays.

En août la France a patronné une tentative de «réconciliation nationale» entre le président Malloum et Habre, ancien dirigeant de la rébellion déchu et sans représentativité. Le résultat de cette tentative de reconstruction d'un Etat tchadien, c'est qu'aujourd'hui les deux membres du tandem lancé par Giscard se tirent dessus et se disputent le contrôle

de la capitale Ndjâmena tandis que le FROLINAT en profite pour mener une nouvelle offensive.

Dans ces affrontements, il n'est pas possible, comme le prétend l'Elysée, que le corps expéditionnaire français, comprenant plus de 3 000 hommes soit resté spectateur. Il est probable qu'il a renforcé la position de Habre, en «séparant les combattants». Aujourd'hui Giscard, se posant en arbitre dans un conflit dont il est largement responsable, propose une «conférence de toutes les parties en cause». Il s'agit d'une nouvelle tentative de partage, ou même de partition du Tchad. Le peuple tchadien n'a rien à attendre de bon de ces nouvelles ingérences. Aujourd'hui à Kano, au Nigeria, commença une conférence destinée à résoudre le problème du Tchad ; celle-ci est organisée par l'OUA.

ESPAGNE: la démocratie au pied du mur!

Les élections du désenchantement

DEMAIN, LES VRAIS PROBLEMES

Un reportage de Frédéric FERRER

C'est une campagne électorale sans enthousiasme qui s'achève en Espagne ce jeudi 1^{er} mars. Quelque peu essouffés — y compris financièrement — par le référendum constitutionnel, les partis se sont fait plus discrets et les murs de Madrid ne sont pas surchargés d'affiches. Pas de meetings gigantesques non plus : le gouvernement a interdit l'usage des salles omni-sports qui contiennent le plus de monde. Mais la rigueur toute relative de l'hiver ibérique, l'usure propre à ce genre de manifestations servent plutôt de prétexte aux orateurs pour tenter d'expliquer ce qui relève en fait du désenchantement des Espagnols confrontés au bilan décevant de leur première année de démocratie.

Côté droite, malgré un passé qui dispensait de ce genre d'exercice, on a vite appris les petites ficelles de nos démocraties pourrissantes. C'est ainsi que la campagne s'est ouverte sur l'annonce de la hausse des pensions de vieillesse et sur une ingérence cléricale bien dans la manière des pays latins : l'épiscopat espagnol appelle à ne pas voter pour les partis qui défendent la légalisation de l'avortement et s'attaquent à « la liberté de l'enseignement ».

L'UCD (1) place sa propagande sous un slogan simple : « Dît et fait. L'UCD tient ce qu'elle promet ». Et de rappeler, sous le profil avantageux de Suarez au parlement, que l'on avait promis une constitution élaborée avec tous les groupes parlementaires, chose faite, mais sans les Basques oublie-t-on de préciser. Il s'agit de s'attribuer la paternité du changement, tout en offrant par ailleurs toutes les garanties que

Sans doute Suarez compte-t-il sur ces mesures pour se concilier l'électorat le plus réactionnaire, que la « coalition démocratique » de Fraga Iribarne et José Mariz Areilza, anciens ministres de Franco semble avoir du mal à conserver. Mais cela n'améliore pas son image de marque démocratique, comme il a pu le vérifier en Extremadure et en Andalousie, où il n'a pu éviter de se faire huer.

Des meetings rouges

En tout cas, cela laisse un champ libre dont la gauche peut profiter pour se présenter en alternative. Elle le fait, mais avec modération.

Les meetings du PSOE (2) sont toujours aussi « rouges » : ils manquent rarement de se terminer sans une vibrante internationale chantée poings levés. N'oublions pas que c'est ce parti qui a — de loin — obtenu le plus grand nombre de suffrages dans les quartiers ouvriers.

Aussi, les socialistes soignent avant tout l'aspect social de leur propagande. Ils proposent des réformes de rationalisation touchant les aspects les plus criants des conditions de vie des travailleurs. Toutefois, ils passent sous silence les conséquences que ne manquerait pas d'avoir leur choix pour un capitalisme moderne, concurrentiel. Leur cible, c'est la sécurité sociale, une forteresse de corruption qui engloutit des milliards pour un

service ridicule (« La plus grande entité autonome de l'Etat espagnol » dit Enrique Baron qui faisait partie de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur cette institution). C'est aussi la spéculation débridée sur les sols, l'anarchie du système éducatif et l'analphabétisme, les cadres de la police « incapables d'exercer une police vraiment démocratique » (Enrique Baron), l'indemnisation du chômage.

Face à l'UCD, qui reste avant tout un parti de hauts fonctionnaires et de caciques (ces notables qui régissent les terres arrières d'Extremadure ou de Castille), il confirme son assise populaire mais il soigne aussi son image de parti d'ordre.

Le PCE : la chasse aux voix socialistes

Le « virage à droite » du PSOE est l'axe de la campagne du parti révisionniste.

Santiago Carrillo, avec sa verve coutumière, ne rate pas une occasion d'étriller sévèrement le PSOE, en même temps qu'il cherche à se dédouaner de l'échec du Pacte de la Moncloa : « Si les socialistes et l'UCD avaient accepté de gouverner ensemble, dit-il, le Pacte de la Moncloa aurait été respecté et il n'y aurait pas aujourd'hui cette déception dans certains secteurs ». La politique de Felipe Gonzalez, il a un mot pour la définir : « Ni manger, ni laisser manger », c'est-à-dire le refus du

tout au PSOE et à un parti comme le PNV au Pays Basque, les moins mouillés dans la politique des consensus. Mais elle permet aussi aux révolutionnaires de développer l'idée selon laquelle les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes. Des partis révolutionnaires comme l'ORT ou le PTE semblent d'ailleurs en mesure de conquérir une représentation parlementaire, grâce au système proportionnel et sur la base du capital de confiance accumulé dans certaines régions : Madrid, la Navarre ou l'Andalousie.

Au total, il est certain que le rapport des forces parlementaires ne sera pas profondément bouleversé par ces élections. Même



« Nous les jeunes nous exigeons notre emploi ! »

Au-dessus d'une fresque de l'ORT, une affiche apporte la réponse du Parti nationaliste basque : « La solution du chômage, la pacification... tout commence par le statut ».

Vainqueur au référendum constitutionnel, le PNV a fortifié son image de parti d'ordre et de défenseur des droits nationaux d'Euskadi. Il pourrait supplanter le PSOE comme première formation du Pays Basque.

Un bon ministre

De grands placards publicitaires présentent le secrétaire général du PSOE Felipe Gonzalez, dignement cravaté (ce qui n'est pas habituel chez lui) avec un slogan que ne renierait pas Helmut Schmidt : « Un gouvernement ferme, pour un pays sûr ».

C'est que le parti socialiste tient avant tout à se présenter comme un parti de gouvernement, une alternative. Il est fidèle à la ligne de conduite qu'il a suivie au parlement : contribuer à la formation d'un consensus tout en apparaissant le plus possible dans l'opposition.

Pourtant, il ne ferme pas la porte à une coalition avec l'UCD que pourraient lui imposer les résultats électoraux : les sondages créditent les deux partis d'à peu près un tiers des voix chacun. Suarez, qui estime le PSOE « insuffisamment préparé au gouvernement », n'y paraît pas hostile ; il a même déclaré qu'il verrait bien Alfonso Guerra, le numéro 2 socialiste, ministre des Affaires étrangères. Interrogé sur ce point, les socialistes déclarent qu'un accord de gouvernement devrait dépendre d'un congrès de leur parti.

pouvoir accompagné du refus de le partager. Se prévalant de son passé de jeune socialiste, avant la guerre civile, Carrillo s'écrie : « Le PSOE d'aujourd'hui n'est plus celui de Pablo Iglesias (3) — il est celui de Willy Brandt » et il arrache les applaudissements des travailleurs espagnols chez qui l'impérialisme allemand n'a pas bonne presse. Une campagne qui n'est pas sans rappeler celle de Marchais en 1978, mais la clé en est plus évidente. Déjà marginalisé par sa faible représentation parlementaire, le PCE s'appête à subir le contrecoup de sa politique de collaboration de classes, qui est mal passée dans la classe ouvrière. Aussi cherche-t-il à capter les voix des très nombreux travailleurs qui votent pour les commissions ouvrières dans l'entreprise, mais suivent le PSOE pour sa politique d'opposition.

Les vrais problèmes

Toutes ces chamailleries laissent bien de côté les problèmes de fond qui inquiètent les travailleurs espagnols et elles ne paraissent pas de nature à les tirer de leur déception.

Électoralement, il se pourrait qu'une telle situation profite sur-

si, ce qui ne peut être exclu, le PSOE devait devancer l'UCD, cela ne lui permettrait pas de gouverner seul.

Dans ce contexte, le poids des formations peu représentées au parlement : nationalistes basques et catalans, mais aussi révolutionnaires, extrême-droite et bien entendu PCE, sera déçu.

Mais, maintien de la situation actuelle ou coalition de centre-gauche, il ne sera plus possible d'étudier, après les élections, les graves questions posées à la démocratie espagnole : autonomies, crise économique, risques de déstabilisation.

C'est aussi par rapport aux exigences des masses — défendues avec vigueur dans les luttes de ce début 1979 pour le renouvellement des conventions collectives — que les détenteurs du pouvoir devront alors se prononcer.

(1) UCD : Union du centre démocratique, parti gouvernemental.
(2) PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.
(3) Pablo Iglesias : le Jaurès espagnol, fondateur du PSOE.



« Mets ton vote au travail »

Le PCE cherche à récupérer les voix des sympathisants des commissions ouvrières (Ici, affiche représentant ses leaders Marcelino Camacho et Nicolas Sartorius, accompagnant le portrait de Carrillo).

l'ordre bourgeois sera bien fermement maintenu, comme en attestent les mesures de répression prises à l'encontre des travailleurs sous couvert de « l'insécurité des citoyens ».



« Un gouvernement ferme pour un pays sûr ». A l'image rassurante de Felipe Gonzalez répond le bilan de Suarez « l'UCD tient ce qu'elle promet ».

Interview d'un militant de la coordination des stagiaires Barre de Paris

«Il faut profiter de ce que les chômeurs sont regroupés dans ces stages pour organiser la lutte»

Propos recueillis par François MARCHADIER

La coordination des stagiaires Barre de Paris appelait à une manifestation mercredi à 15 heures, devant la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre. A la veille de ce rassemblement, Patrick, stagiaire dans un centre Léo Lagrange, nous a dit où en était à son avis la lutte des jeunes provisoirement parqués dans ces stages.

▷ **Mercredi vous appelez à une manifestation...**

Oui, nous exigeons un statut de salarié, un salaire égal à 100 % du SMIC quel que soit notre âge, le paiement régulier de nos salaires, les repas et les transports gratuits, la garantie de ressource égale au SMIC en fin de stage, la sécurité sociale au même titre que tous les autres salariés, la garantie de l'emploi après le stage, pour les stagiaires en entreprise, une rémunération équivalente à celle des ouvriers de l'entreprise, une réelle formation pour ceux qui le désirent, le droit à l'organisation politique et syndicale dans les stages. Ça, ce sont nos revendications. Mais il est bien entendu que le problème principal intervient après les stages, puisque la plupart d'entre nous vont se retrouver au chômage.

Il y a d'ailleurs eu de grosses divergences au sein de la coordination à propos de la revendication : «garantie de l'emploi». Certains disaient que ce qu'il fallait exiger, plutôt que la garantie de l'emploi, c'est la garantie de revenus. C'est une question qui n'est pas réglée ; c'est en débat. Ce qu'on peut déjà dire, c'est que ceux qui sont pour la garantie de l'emploi à la fin de stage,

permanence

La coordination des stagiaires Barre tient une permanence tous les mardis de 18 h 30 à 20 h 30.

UL CFDT du XIII^e
62 bd de l'Hôpital

ce sont plutôt ceux qui reçoivent malgré tout une certaine formation alors que ceux qui sont pour la garantie de revenus, ce sont plutôt ceux qui sont victimes d'une formation bidon.

▷ **La coordination a-t-elle déjà une grande influence ?**

En gros, on regroupe de 10 à 15 stages. En général, un stage regroupe de 20 à 60 personnes. Tout le monde ne vient pas à la coordination mais il y a au moins des représentants de ces stages là qui se rendent aux réunions de la coordination.

Ce qu'il faut savoir, c'est que par rapport à l'an dernier la lutte est plus difficile parce que les stagiaires sont payés plus régulièrement que lors des premiers stages Barre. Or, c'était à l'époque une revendication assez mobilisatrice que d'exiger d'être payé régulièrement.

Par ailleurs, dans la première vague de stages Barre, il y avait beaucoup plus de monde. Nos autres revendications sont plus difficiles à imposer même si nous pouvons obtenir satisfaction dans certains centres. Malgré tout, il ne faut pas perdre de vue que les stages Barre sont un point névralgique à l'heure actuelle. Compte tenu du développement du chômage, de l'intérim et de toutes les divisions que cela entraîne, ces stages ont un avantage : ils sont un endroit où les chômeurs sont regroupés, où ils peuvent se rencontrer et discuter, même si 6 mois c'est un

peu court pour organiser la lutte.

▷ **Hormis la manifestation que vous prévoyez pour mercredi, quelles luttes menez-vous ?**

Récemment, on a soutenu une copine que son patron menaçait de vider de son stage pour une faute invraisemblable. Il lui était reproché d'avoir fait opposition à un chèque représentant le quart de son salaire. Elle exigeait de toucher l'intégralité de ce qui lui était dû. Elle a fait signer une pétition qui a été très bien accueillie par les autres stagiaires. De son côté, la coordination a diffusé un tract appelant à la manifestation de mercredi. Le patron a cédé et elle a été réintégrée.

▷ **Vous avez des contacts avec des stagiaires d'autres villes ?**

Non, on sait qu'à Stras-

bourg il y a eu une lutte contre le licenciement de 2 stagiaires et qu'à Lille, des stagiaires du bâtiment s'étaient organisés.

▷ **Quelle est l'attitude des confédérations syndicales par rapport à votre mouvement ?**

Nous avons avec nous des stagiaires de la CGT et de la CFDT. Par ailleurs, nous avons reçu la visite d'une représentante du Centre confédéral de la Jeunesse CGT. Pour le moment, il semble que la CGT ait un comité dans le 18^e arrondissement, et en plus, divers contacts. Nous devons aussi recevoir la visite d'un responsable du Centre confédéral de la Jeunesse CFDT sans doute pour nous apporter le soutien officiel de la CFDT. En tout cas, notre permanence se tient à l'UL CFDT du 18^e arrondissement de Paris depuis un mois.



Les stages Barre : Rarement l'occasion de recevoir une réelle formation professionnelle

Communiqué du Comité central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Le gouvernement Giscard-Barre poursuit systématiquement ses plans de restructuration, de licenciement, d'assassinat de régions entières. Mêlant les paroles hypocrites à la détermination la plus cynique, il met à la rue, chaque jour, des milliers de travailleurs, il accroît sans fin le nombre des chômeurs.

Le temps est largement venu de dire non à une telle politique et de le dire de façon à être entendu. C'est ce que font avec force, esprit de décision et audace les sidérurgistes de Longwy, de Denain, et des travailleurs de plus en plus nombreux dans tout le pays. A la froide résolution des représentants de la grande bourgeoisie, ils opposent l'active résistance de la classe ouvrière. Leurs actions qui se succèdent à un rythme soutenu montrent la voie. Comme à Longwy, comme à Denain, il faut résister à la politique de chômage et d'austérité de la bourgeoisie, il ne faut pas laisser enterrer en douceur les entreprises menacées, les régions asphyxiées, les luttes isolées.

Pour cela, il faut s'engager partout dans des actions efficaces, il faut porter les coups qui soient en mesure de faire reculer la bourgeoisie. Il ne peut y avoir de consensus et de trêve avec ceux qui licencient, qui montrent leur arrogance et leur intransigeance, les Giscard, les Barre.

Toutes les actions de masse des travailleurs qui expriment une réelle volonté de lutte et qui peuvent faire reculer la bourgeoisie, sont justes, et nous, communistes révolutionnaires, leur apportons notre soutien. De même, toutes les actions inutiles, les manifestations-promenades, les pétitions sans lendemain, les délégations qui reviennent les mains vides, et dont les travailleurs sont lassés, ces actions-là, doivent être rejetées au profit d'actions efficaces.

Combien d'usines ont déjà été fermées, combien de restructurations ont pu s'effectuer, combien de licenciements se sont faits en douceur, parce que les travailleurs ont été conduits vers des voies de garage, vers des actions inefficaces, sans lendemain, par des partis de gauche trop soucieux de ce que le calme règne, qu'il n'y ait pas de grandes luttes, que l'ordre bourgeois soit maintenu.

Rejetons les mauvais conseillers, les Marchais, les Mitterrand, dont tout le cirque électoral n'a rien apporté à la classe ouvrière, rejetons ces beaux-parleurs qui conduisent toujours à la défaite et rejetons avec eux, leurs porte-parole dans les syndicats. Rejetons ceux qui refusent le combat contre notre propre bourgeoisie, vont chercher ailleurs les responsables de la situation, en Europe, en Allemagne, et donnent libre cours à leur chauvinisme. Rejetons ceux qui veulent utiliser la colère des travailleurs pour leur propre campagne électorale à l'occasion des élections européennes. Encore une fois, ces gens ne savent que se servir des travailleurs pour les mener à l'impasse.

Pour imposer :
- Pas un seul licenciement ;
- Pour les 35 heures ;
- Pour l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation conséquente des salaires.
Contre la politique de licenciement, de chômage, d'austérité, de répression de Giscard-Barre.

En avant pour des actions efficaces, partout, comme à Longwy, comme à Denain.

Résistance populaire !

Le CC du PCR ml

24 février 1979

SIDERURGIE : PAS DE PROPOSITIONS D'ACTIONS A L'ISSUE DE LA RÉUNION INTERSYNDICALE

Mardi après-midi, une réunion s'est tenue entre les fédérations de la métallurgie de différents syndicats, au siège de la CFDT. La CFDT s'était fait excuser et FO avait refusé de participer à cette réunion.

Rien de concret n'est ressorti de l'entrevue et rendez-vous a été pris pour le 6 mars pour définir les modalités d'actions de «caractère national» telles que grèves ou marche sur Paris. A ce propos, des divergences sont apparues : la CGT voudrait, semble-t-il, faire de cette action une initiative nationale interprofessionnelle alors que CFDT et CGC pencheraient plutôt pour une marche strictement de

la sidérurgie.

En ce qui concerne les propositions faites la semaine dernière par Giraud le ministre de l'Industrie, les syndicats sont mitigés. Ils estiment qu'il n'y a aucune modification du point de vue du plan industriel. Par contre, ils pensent que les sociétés de reconversion et les mesures sociales ne sont pas à rejeter a priori.

Bergeron pour sa part, semble être devenu le champion toutes catégories de la mise en garde. Ce bureaucrate bedonnant, habitué des salons élyséens dans lesquels il passe la majeure partie de son temps, multiplie les attaques contre la lutte résolue des sidérurgistes et

particulièrement ceux de Longwy. Licenciements en masse avez-vous dit ? Qu'importe à Bergeron ! Ce n'est pas la politique des Giscard-Barre qu'il dénonce, ce sont les actions des travailleurs. Il devrait pourtant prendre garde, Bergeron : la patience des sidérurgistes a des limites.

Par ailleurs, Mitterrand se rend mercredi soir à Longwy dans le cadre d'un meeting du P.S. On se souvient que de malencontreuses «conditions climatiques défavorables» avaient empêché sa venue la semaine dernière, juste le jour de l'occupation du relais.

Sur le terrain, les actions se poursuivent à peu près quotidiennement dans le

Nord et en Lorraine mais il n'y a pas eu d'initiative vraiment marquante depuis vendredi dernier. On signale que les escadrons de flics qui étaient arrivés à Longwy ont été retirés discrètement. Les syndicats de police qui sont presque tous venus à Longwy prétendent (même jusqu'à ceux de droite) qu'ils ne veulent pas «être utilisés contre les travailleurs». Douce préoccupation de la part de ces uniformes dont la raison d'être est précisément d'être utilisés contre les travailleurs. Le commissaire de Longwy lui, est pessimiste...

D'autres actions sont en préparation. La lutte ne fait que commencer dans la sidérurgie.

LUTTES OUVRIERES

1 500 licenciements dans la sidérurgie du Nord

La liquidation de la sidérurgie en France ne doit pas laisser dans l'ombre les gros problèmes que connaît le secteur métallurgique dans le Bassin Flandres-Douais.

En effet, le nombre de ces boîtes en difficulté ne cesse de progresser. Licenciements individuels et collectifs, réductions d'horaires et «sonnette d'alarme» tirées par de nombreuses sections syndicales CGT et CFDT.

Ainsi, il est prévu : 200 licenciements chez Massey-Fergusson à Marquette-lez-Lille, 488 à la Thomson à Lesquin ; CIT-Alcatel à Mons-en-Barœul 400, chez Berry 180, Castor 20, Langlois 10, Baudon 40, Chaumeca 30, Dieu 80, Pluvillage 40... soit près de 1 500 licenciements ! De plus, réduction d'horaires chez Massey (32 h), Speichim, Noeu, DMS, Crépelle, etc.

Sur les 52 000 métallos du bassin Flandres-Douais, 25 000 travaillent dans les 10 plus grandes entreprises de la région (Renault-Douai, Massey-

Thomson), et 27 000 dans plus de 300 P.M.E.

A noter qu'au plan national, les PME regroupent plus de 50 % des métallos. Enfin, s'il est vrai que la situation est tendue (barrage de l'autoroute récemment par les Thomson en lutte), il faut reconnaître, sans crainte d'être contredit, que les UL sur Lille, n'ont strictement rien entrepris pour établir une coordination entre ces différentes boîtes en lutte...

Aux métallos, militants syndicaux dans les entreprises, qui luttent au jour le jour contre le patronat et le gouvernement, la CGT répond qu'elle a demandé au «gouvernement

et aux pouvoirs publics» une «aide financière pour les PME, pour qu'elles se modernisent et soient plus compétitives» plutôt «que de jeter des milliards dans les corbeilles de Peugeot, Chrysler, Citroën...». Mais la CGT locale ajoute : «A condition que les syndicats et l'administration aient pouvoir de contrôler l'utilisation des fonds et la réalité des créations d'emplois».

Heureusement que, face à ces belles paroles, des travailleurs et syndicalistes tentent de reprendre en main leurs syndicats, comme à Peugeot-Lille, Tudor-Lille, Thomson-Massey-Fergusson. Actuellement, avec les luttes à Denain et Longwy, les métallos des rares boîtes lilloises et environnantes épargnées par les restrictions commencent à se poser la question tant évitée hier : «A quand notre tour ?»

Corr. LILLE

Le siège des Brasseries lorraines de Sedan est occupé
Communiqué de la Fédération CFDT de l'Alimentation

Il y a quelques jours 50 salariés représentatifs des Brasseries lorraines de Sedan, anciennement G.B.A., se sont rendus au siège social Stella Artois Motte Cordonnier, où devait se tenir une réunion du Conseil de Surveillance.

Il s'agissait essentiellement de manifester leur opposition au projet de 79 licenciements à Sedan (sur 310 personnes réparties entre Sedan et Saint-Nicolas), qui iraient grossir le chiffre déjà très important des chômeurs dans le Sedanais.

Le personnel ayant réussi à s'introduire dans les locaux, a occupé pacifiquement le siège social pour montrer sa détermination. Après discussion, une délégation de 5 salariés, en plus des délégués, a été reçue par Monsieur de Spoelberch, vice-président du groupe, absent pour cause de maladie di-

plomatique.

Leur entreprise, depuis 1972, a un résultat positif et des bénéfices substantiels encaissés par la société Stella Artois. Et pourtant on licencie. Alors que se passe-t-il ?

C'est simple, le vice-président ne s'en est pas caché, il s'agit d'augmenter productivité et rentabilité des usines performantes de Motte Cordonnier et Stella Artois (Belgique). En clair, seul le marché des Brasseries lorraines intéresse le groupe Stella Artois, mais non pas l'outil industriel moderne de Sedan.

Pour la CFDT, le choix industriel des groupes vers le gigantisme, la rentabilité à tout prix par la mécanisation, ne peut être dans l'intérêt ni des travailleurs, ni des consommateurs, ni de la collectivité. En effet, que nous propose-t-on ?

Stella Artois, comme les autres groupes, BSN,

Union des Brasseries, Albra, c'est l'uniformisation et la baisse de qualité des bières de tradition, le gaspillage du verre perdu et des transports de longue distance pour plus de profit.

Pour nous, il s'agit de vivre et travailler au pays, en produisant une bière de qualité héritée des traditions et fabrications régionales, de refuser le gaspillage du verre perdu et de l'énergie due au transport. L'outil industriel régional, avec des investissements nécessaires à l'amélioration des conditions de travail et le droit de vivre qualitativement, sont les enjeux de cette bataille.

Malgré l'intimidation policière (renseignements généraux présents), les travailleurs des Brasseries lorraines de Sedan entendent poursuivre la lutte jusqu'à la victoire pour vivre et travailler au Pays sedanais.

● Paris 19^e : manifestation contre le chômage

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés, mardi à midi, devant le BHV-Flandres, à l'appel des Unions locales CGT et CFDT du 19^e. Une première initiative qu'il s'agit de consolider, d'élargir, dans la lutte contre le chômage sur le 19^e arrondissement. Huit mille chômeurs sont inscrits à l'ANPE, avec une augmentation de 23 % en deux ans, et d'autres fermetures s'annoncent, comme à la SOPAD. Sans compter les 778 licenciements programmés à la SFP.

Mardi, devant le BHV, on retrouvait des grévistes de la SFP, derrière une grande banderole unitaire. Sur le bord de la manifestation, ils distribuaient des tracts, et faisaient une collecte. Il y avait aussi des délégations de LACTEL, de la SOPAD, de LANG, des PTT, des instituteurs, de l'ANPE, et des jeunes du lycée Bergson. «Contre le chômage et la vie chère, unité de la classe ouvrière !» scandaient les manifestants, en alternance avec des mots d'ordre de soutien à la SFP, contre le chômage des jeunes, les fermetures, pour l'unité Français-Immigrés...

● Assurances : menaces d'expulsion au GAN - Paradis

Mardi après-midi, les délégués passaient une deuxième fois devant les référés, pour l'occupation des locaux. La direction refusait toujours de négocier, tant que durerait l'occupation, et ne voulait pas d'un médiateur. Elle se déclare seulement prête à discuter, une fois l'évacuation effectuée ! Le juge a dit entre autres : «Peu importe la façon dont les locaux seront évacués» ; lors d'un Conseil d'administration, Verdell, le directeur, a déclaré qu'il ne céderait pas, qu'il serait à la tête du combat ! Après les agressions de cadres dans deux autres centres du GAN à Paris, la vigilance est renforcée rue de Paradis

Mulsant à Villefranche-sur-Saône

Grève pour 250 F pour tous

Mulsant, c'est une fabrique de couches pour bébés (Câline), une usine «modèle» sur Villefranche, qui peut dépenser plus de 2 milliards pour la publicité, mais où l'an passé plusieurs employés trouvaient la mort dans une explosion !

Depuis maintenant plus de 10 jours, à l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT, les ouvriers et ouvrières débrayaient 2 heures par jour et par équipe pour obtenir une augmentation de salaires de 250 francs pour tous. Depuis vendredi, c'est 90 % des ouvrières et ouvriers des 3 équipes qui sont en grève totale. Un comité de grève a été mis en place, composé des délégués et de représentants de chaque équipe élus en A.G.. Lundi, la direction a envoyé des lettres d'intimidation

au personnel et les cadres sont allés chez les ouvriers pour leur faire reprendre le travail. Mardi, pour s'opposer au piquet de grève, un car de gendarmerie s'est installé dans la cour de l'usine ; les cadres organisent des contre-piquets,

essaient de faire courir des calomnies sur les délégués. Malgré ces multiples pressions et provocations, la grève se poursuit, la détermination se renforce. Une manifestation était prévue pour mardi après-midi et une popularisation sur les usines de Villefranche a été mise en place par les ouvriers. Déjà des travailleurs des autres entreprises de Villefranche sont venus apporter leur soutien (Bonnet, C.C.R., etc.).

Corr. VILLEFRANCHE/SAONE

Montreuil

● Rassemblement devant la SCO contre les nervis

Dans la nuit du 26 au 27 février, une quarantaine de nervis agressait les ouvriers de la SCO qui occupent leur usine depuis plusieurs semaines. «L'opération était conduite par M. Romain Zaleski, haut fonctionnaire détaché par le ministère de l'Industrie afin de prêter son concours au groupe Revillon». Les hommes de main ont blessé un ouvrier, et démantelé le matériel, sous la protection des flics qui quadrillaient le quartier.

Mardi après-midi, à l'appel de la CGT, un rassemblement avait lieu dans la cour de l'usine, avec des délégations de boîtes de Montreuil, pour protester contre de tels agissements. La municipalité de Montreuil organisera le 2 mars prochain un conseil municipal dans l'usine.

● Le groupe TGM a signé mardi un accord de reprise très partiel des ouvrières de chez Dentzer. Plusieurs dizaines de licenciements seront certainement annoncés.

Bauknecht, à Saint-Avold, occupé

A Saint-Avold (Moselle), Bauknecht a construit une usine fabriquant des réfrigérateurs, il y a deux ans, grâce aux prêts de l'Etat et aux primes de développement régional. Pour les travailleurs de Bauknecht, dont 80 % sont O.S., la vie quotidienne c'est le travail à la chaîne, les cadences, les accidents du travail particulièrement nombreux (un ouvrier est mort au mois d'août 1978). Les salaires, pour un O.S. : moins de 2 200 F net.

Depuis 2 ans et demi, les syndicats essaient de négocier avec la direction sur la base de leurs revendications : 400 francs pour tous, 5^e semaine de congés payés, prime de vacances prévue par la convention collective mais qui n'a pas été versée jusqu'à présent, amélioration des conditions de travail.

● Mardi matin, les travailleurs d'Arthur Martin de Revin ont occupé pendant plusieurs heures la cour de la préfecture de Charleville-Mézières. Ils protestaient contre les plans de licenciements d'Electrolux qui vient de prendre le contrôle d'Arthur Martin. En revenant de la préfecture, les travailleurs ont bloqué plusieurs services de l'usine.

Vendredi 16, un travailleur est renvoyé par la direction. Cette fois, c'en est trop ! Immédiatement, les travailleurs débrayent, soutenus par leurs syndicats, CGT, CFDT et CFTC. Les syndicats mettent en place un piquet de grève et occupent l'usine lundi à 5 heures. La direction attaque 8 travailleurs en référé pour «atteinte à la liberté du travail». Le juge a refusé de se prononcer à deux reprises. Lundi 26, l'ordre d'évacuer l'usine a été annoncé par le Tribunal des référés. Depuis, la grève est reconduite toutes les 24 heures tandis que la direction refuse obstinément de négocier et envoie ses larbins pour saboter des réfrigérateurs et discréditer par là les travailleurs. Mais ces grossières manœuvres ne trompent personne et les grévistes sont décidés à continuer la lutte tant qu'il le faudra.

Correspondant

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale
BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais
Agence ZU 470
Compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F -
Paris
Directeur de
Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC -
Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

De l'Asie du Sud-Est à l'Erythrée

LA MAUVAISE FOI DU PCF AU SERVICE DES MAUVAISES CAUSES

Des titres quotidiens de *l'Humanité* à l'organisation, jeudi, à Paris, d'un meeting antichinois, avec Marchais, la direction du PCF exprime clairement le fond de ses positions internationales : un alignement sur les positions essentielles de Moscou, une défense des grandes lignes de la stratégie du social-impérialisme. Cet alignement marque bien les limites de la démarcation que les dirigeants du PCF prétendent opérer vis-à-vis de l'URSS.

Étant donné le rôle de repoussoir que joue de plus en plus le régime soviétique ces dernières années, tant par sa politique intérieure, caricature hideuse du socialisme, que par sa politique extérieure, et ce y compris pour des militants du PCF, la direction de ce parti a tenté de montrer à plusieurs reprises qu'elle n'était « pas inconditionnelle » de l'URSS.

Ainsi, en est-il du soutien du bout des lèvres à certains dissidents de l'URSS et d'autres pays de l'Est. Toutefois, la dictature fasciste en URSS était-elle chaque fois ramenée à quelques bavures dans un système dont, dit Marchais, « le bilan global est positif ». Mais, lorsqu'il s'agit de se situer par rapport à l'offensive de l'URSS et de ses alliés en Afrique et en Asie, là, plus question de distance : le PCF se range clairement, inconditionnellement, aux côtés des fauteurs de guerre.

En ce qui concerne l'Asie, qu'il s'agisse de l'invasion vietnamienne du Cambodge, ou du conflit entre la Chine et le Vietnam, l'alignement de Marchais et consorts sur Moscou est sans nuances, et pour le faire admettre, ils mentent effrontément.

A PROPOS DU KAMPUCHEA : « L'ORIGINALITÉ DE L'HUMANITÉ »

Avec une mauvaise foi intégrale, *l'Humanité* est le seul journal à nier, comme les organes de presse soviétiques, que les troupes vietnamiennes ont envahi le Kampuchéa. Pour tenter de mieux faire admettre la falsification, les dirigeants du PCF jouent sans vergogne sur les sentiments de solidarité et l'admiration suscités parmi les travailleurs et les intellectuels progressistes de notre pays par la résistance héroïque du peuple vietnamien à l'impérialisme US. C'était hier. Aussi, n'ont-ils pas hésité à lancer une campagne de soutien financier au Vietnam, au moment même où le gouvernement de ce pays, appuyé par Moscou, accélérerait les préparatifs d'invasion du Kampuchéa, et multipliait les provocations armées contre la Chine. Ils ont ensuite applaudi à l'invasion perpétrée en janvier par Hanoï, et à la comédie de « prise du pouvoir par le FUNSK ». Pour *l'Humanité*, le FUNSK, bien que créature de Hanoï, couverture — un peu mince — des divisions vietnamiennes et des conseillers militaires soviétiques est un « authentique mouvement de libération ». Les articles publiés par l'organe du PCF, depuis janvier, sont révélateurs de ce point de vue qui puise systématiquement aux sources vietnamiennes et soviétiques, et à

celles du FUNSK, ce qui revient au même ! Ainsi en est-il de la manière de nier la résistance à l'invasion et son développement, alors que les reconnaître équivaldrait à mettre en cause la prétendue légitimité du nouveau régime à Phnom Penh.

LES « REPORTAGES » DE JEAN-EMILE VIDAL

Le 15 janvier dernier *l'Humanité* écrivait : « Il n'y a pas eu de combat à Phnom Penh... L'armée de Pol Pot s'était déjà désintégrée ». Plus tard : « Quelques zones resteraient encore sous le contrôle des troupes débandées de l'ancien régime. Une résistance semble sans espoir, estimait hier l'agence Associated Press, rapportant les déclarations des observateurs occidentaux à Bangkok ». Huit jours plus tard, le 18 janvier, *l'Humanité* écrit : « Des combats sporadiques ont encore eu lieu... Au total, les harcèlements sont circonscrits à une infime partie du territoire cambodgien... ». En février ces « combats sporadiques » disparaissent d'ailleurs des colonnes de *l'Humanité*, alors que la presse internationale non contrôlée par Moscou, reconnaît que la résistance embrase tout le pays, alors que des troupes vietnamiennes doivent être amenées en renfort, et qu'il ne faudra pas moins de trois divisions pour une « protection rapprochée » du premier ministre vietnamien Pham Van Dong, lors de son séjour de quelques heures, la semaine dernière à Phnom Penh. Ignorant les combats, *l'Humanité* dépêche sur les lieux Jean-Emile Vidal, spécialiste vétérinaire de la littérature antichinoise, qui exalte les réalisations du FUNSK avec autant d'enthousiasme que d'imprécision. Il interviewe à tour de rôle les deux « dirigeants » du FUNSK, Heng Samrin et Ros Samy.

Quant aux « analyses » de *l'Humanité* elles sont à l'avenant. Le 10 janvier, Yves Moreau prend à partie la presse qui voit derrière la situation au Cambodge « une invasion vietnamienne, comme le prétend le New York Times ou l'œuvre de la main de Moscou ». Pour l'éditorialiste de *l'Humanité*, si le *New-York Times* le dit, c'est une preuve que c'est faux et, comme il tente de l'expliquer ensuite, si la Chine dit la même chose, c'est une preuve de sa collusion avec les USA. Sur la réalité des faits, le lecteur de *l'Humanité* n'aura jamais d'explications claires. Toutefois, après avoir nié l'intervention, Marchais lui-même dira : « Si les Vietnamiens ont aidé le peuple cambodgien, peut-on leur reprocher leur solidarité ». Alors que le PCF avait « réprouvé » l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie, en 1968, il s'est agi cette fois d'une approbation totale de l'intervention, intervention vietnamienne appuyée par l'URSS, qu'on tente de faire admettre en la niant.

DU CAMBODGE A LA FRONTIÈRE CHINOISE...

Le compte-rendu donné par la presse du PCF de la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes est marqué du sceau de la mé-

me mauvaise foi, du même alignement aveugle et systématique. Pour le PCF qui n'a donné aucun écho aux provocations vietnamiennes à la frontière chinoise, l'expulsion des dizaines de milliers de ressortissants chinois n'avait pas posé de problèmes, puisque ce n'était qu'une campagne de déni-

gement fomentée par l'impérialisme.

Dissimulant la réalité de la politique agressive et provocatrice du Vietnam, ayant systématiquement censuré toutes les informations sur l'invasion du Kampuchéa, la direction du PCF n'est pas plus embarrassé pour assomier la riposte chinoise à

une « agression ». Tous les moyens sont bons pour inverser le vrai et le faux, y compris les visites diplomatiques en Chine. Ainsi la visite à Pékin du secrétaire d'Etat US Blumenthal et celle d'un ministre britannique seront présentées par *l'Humanité* comme de nouvelles pièces à conviction du complot de la Chine avec l'Occident ! Incapable de démontrer quoique ce soit, les plumitifs du PCF procèdent par amalgames et rapprochements fantaisistes, alors que chacun sait que les Occidentaux n'ont nullement encouragé la riposte chinoise.

MENSONGE PAR OMISSION

La mauvaise foi dont font preuve les dirigeants du PCF pour soutenir la politique de l'URSS, ne se limite pas, bien entendu, au rôle du Vietnam. Et ils pratiquent un autre type de mensonge : le mensonge par omission. On en a un bon exemple avec la guerre en Erythrée.

C'est ainsi que, depuis plus de deux ans, le lecteur de *l'Humanité* ignore toujours l'agression soviétique en Erythrée. Le PCF maintient en façade un soutien au peuple érythréen. Mais, alors que le FPLE exige l'indépendance, les communistes du PCF et de ses organisations satellites appellent l'Éthiopie à une « solution pacifique », disant que « le conflit fait le jeu de l'impérialisme ». Comme si c'était aujourd'hui l'impérialisme US qui était le principal en cause. Alors que depuis l'offensive soviéto-éthiopienne qui a commencé en novembre, le FPLE dénonce l'URSS comme son ennemi dans la période actuelle, la presse du PCF censure les déclarations du représentant du FPLE à Paris, ne faisant état que de « troupes éthiopiennes », et faisant silence sur la conduite de la guerre par les généraux soviétiques.

Alors qu'apparaissent, au travers de conflits ouverts, les entreprises de l'URSS et de ses alliés contre les peuples du monde, la direction du PCF choisit son camp sans s'embarrasser de précautions. Un alignement brutal qui ne manquera pas de poser de nouvelles questions à nombre de militants du PCF.

Jean-Pierre
CHAMPAGNY

L'U.R.S.S. tiendra ses engagements

Humanité du 19 - 2 - 79

MOSCOU

L'U.R.S.S. remplira ses obligations

Humanité du 24 - 2 - 79

MOSCOU

Nous ne vous laisserons pas dans le malheur

Humanité du 26 - 2 - 79

U.R.S.S.

Avant qu'il ne soit trop tard...

Humanité
du 27 - 2 - 79

Yemen du Nord

Les Mig 21 et les chars Sud-yéménites poursuivent leur offensive

Après s'être emparé des villes frontalières nord-yéménites de Qatabah et Moryes, les forces du Front démocratique national appuyées par les troupes sud-yéménites, se sont emparées de la ville de Harib. Aden justifie son intervention en rejetant sur Saana la responsabilité des incidents de frontière de vendredi dernier. De son côté le Nord-Yemen a lancé un appel à l'opinion arabe et internationale pour qu'elle condamne « l'agression sud-yéménite » et demande une réunion du Conseil de la Ligue Arabe en vue d'examiner le problème.

Le 24 juin 1978, El Ghamchi était assassiné. Alors que dans le même temps le président du Yémen du Sud tente de réaffirmer son pouvoir face aux éléments pro-soviétiques de son gouvernement. Il échoue et sera exécuté. Depuis les incidents de frontière n'ont pas cessé entre les deux pays, prenant des proportions inquiétantes ces jours derniers. Les événements de juin 1978 devaient mettre fin au processus d'unification engagé entre les deux Yémen par l'accord de 1972. En 1974, le président du Yémen du Sud, effectuant une visite offi-

cielle au Nord, rencontra un large courant favorable à la réunification parmi la population. L'assassinat du président du Yémen du Nord est venu « à point » pour empêcher le processus de réunification entreprise.

C'est dès 1977 que les forces pro-soviétiques qui devaient s'emparer de la totalité du pouvoir en juin 1978, commencèrent à donner au Yémen du Sud des orientations qui correspondaient aux vœux de Moscou et de La Havane. En effet, c'est à l'occasion de la visite de Fidel Castro dans la région, en mars 1977, que le Yémen du

Sud s'engageait à intervenir aux côtés de l'Éthiopie et de ses alliés contre le peuple érythréen. Le Yémen du Nord, fidèle à une politique de non-alignement, affirme sa solidarité avec le peuple érythréen et sa volonté de faire de la Mer rouge un « lac arabe indépendant ».

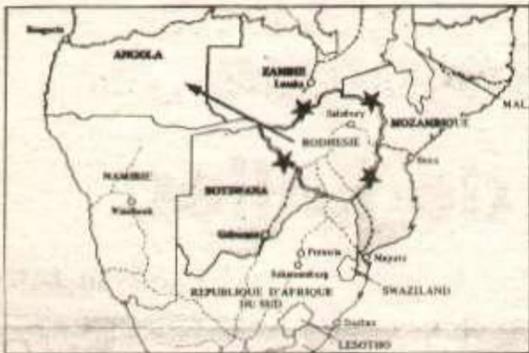
Le rapprochement avec l'Union soviétique s'est nettement accentué ces derniers mois. L'URSS, à en croire le Sud-Yémen, « n'a jamais demandé l'établissement de bases militaires dans notre pays ». Elle semble pourtant s'être passé de la permission car elle dispose de facilités navales et aériennes illimitées dans le port d'Aden comme dans les divers aéroports du pays. Le nombre d'experts soviétiques, allemands de l'Est et cubains présents à la fin de l'année 1978 au Yémen du Sud est estimé à 1 300. La moitié de ces experts sont des conseillers militaires. C'est cette armée encadrée par les Soviétiques et dotée de

Mig 21, de chars T 55 et T 62 qui, après s'être livrée à des agressions contre le peuple d'Ogaden et le peuple d'Erythrée, pénètre actuellement au Yémen du Nord.

Il est très difficile de faire la part entre les opérations à attribuer à l'armée Sud-yéménite et celles à attribuer au « Front National démocratique pour le Nord-Yémen » créé en 1976. Radio-Aden se fait largement l'écho du Front ce qui est révélateur des liens entre le Yémen du Sud et ce Front. En janvier 1979, le secrétaire général du FND s'était fixé comme objectif le renversement du régime de Saana et son remplacement par un « pouvoir révolutionnaire démocratique et populaire qui réalisera l'unité entre les deux Yémen ». Il n'avait pas précisé à l'époque qu'il envisageait cette réunification sous l'égide d'Aden.

Frank ROUSSEL

● Angola : raid des racistes rhodésiens



★ raids contre les pays de la ligne de Front

Après plusieurs raids meurtriers de l'aviation rhodésienne contre des camps de réfugiés et des civils en Zambie et au Mozambique, le régime de Smith vient de lancer pour la première fois un raid contre des camps de réfugiés du Zimbabwe en Angola. Ce raid visait des réfugiés organisés par la ZAPU (organisation de Nkomo, membre du Front patriotique). Selon le gouvernement angolais, cinq Mirage (fabriqués en Afrique du Sud sous licence française) participaient à ce raid.

En s'attaquant ainsi à tous les pays de la ligne de Front qui soutiennent la lutte de libération au Zimbabwe, le régime de Smith tente de les détourner de ce soutien, alors même que plus de 85 % du territoire du pays lui échappe. Ce raid contre l'Angola semble marquer un nouveau pas dans l'escalade. En effet l'Angola n'a pas de frontière avec le Zimbabwe. Mais il se peut que le régime raciste envisage une offensive commune avec l'Afrique du Sud contre l'Angola qui abrite à la fois des combattants de la Namibie (occupée par l'Afrique du Sud) et du Zimbabwe. En même temps, le régime rhodésien peut envisager d'affronter directement les Cubains présents en Angola, ce qui lui permettrait d'internationaliser davantage le conflit et d'obtenir un plus grand soutien des occidentaux.

● Sahara : l'ancien maire de Dakhla rejoint le Front POLISARIO

Soulem Ibrahim Ould Abdallah, ancien membre du parlement espagnol du temps de la colonisation et ancien maire de Dakhla, accompagné de cinquante autres citoyens sahraouis, a rejoint le Front Polisario dans les territoires libérés, le 22 février. Ils ont réussi à sortir des territoires occupés par le Maroc. L'ancien maire de Dakhla a déclaré : « Nous sommes soumis à l'arbitraire le plus absolu. Les viols, les tortures et les arrestations sont commis quotidiennement contre nos familles... Ni la soif, ni la faim, ni la fatigue ne nous empêchent de rejoindre nos frères du Front Polisario qui combattent pour notre liberté et notre dignité. Plus de quarante journées de marche dans la tourmente nous ont usés, mais n'émeuvent nullement notre volonté de combattre ».

● Ouganda : Amin Dada en difficulté

Le régime d'Amin Dada semble faire face à de grandes difficultés. A la fin de l'année dernière, le dictateur ougandais avait lancé une opération d'annexion contre la Tanzanie pour tenter de faire diversion aux problèmes internes de son armée. Or cette invasion a été très largement dénoncée et a échoué ; aujourd'hui, Amin Dada doit faire face à une importante contre-offensive tanzanienne dans le Sud du pays. Selon l'opposition ougandaise, une grande partie de l'armée d'Amin Dada aurait refusé de combattre et se serait soulevée contre la dictature. Selon les mêmes sources, le « bataillon suicide », unité d'élite de l'armée d'Amin Dada, a lancé un appel à l'insurrection.

● Voyage du chef d'Etat de la RDA en Afrique

Honecker, chef d'Etat d'Allemagne de l'Est et dirigeant du parti révisionniste, a effectué une tournée en Afrique, en Libye, en Angola, en Zambie et au Mozambique. Il était accompagné de plusieurs ministres et de nombreux techniciens. La RDA joue un rôle particulier dans la stratégie soviétique en Afrique : alors que les Cubains représentent le gros des troupes d'intervention, l'Allemagne de l'Est envoie des officiers, des experts pour encadrer la police, des techniciens des transmissions. Plusieurs milliers de ces instructeurs se trouvent actuellement en Afrique, notamment en Ethiopie, avec les troupes qui interviennent en Erythrée et en Angola. Il y a un mois, Honecker faisait un voyage du même genre en Inde, là aussi, pour appuyer l'implantation soviétique.

L'URSS, FOYER DE GUERRE EN ASIE (1)

1965 - 1978 : l'URSS place ses pions

Après leur défaite en Indochine, les États-Unis sont contraints de se replier en abandonnant nombre de leurs positions en Asie. Bien qu'ils conservent une prééminence économique et des moyens militaires impressionnants déployés dans la région, un processus irréversible d'émancipation à leur égard se développe. Mais dans le même temps où ils effectuent leur repli, la présence soviétique qui avait crû tout au long des dix années qui ont précédé la

chute de Phnom Penh et de Saïgon prend un essor brutal au cours de l'année 1978 jusqu'au point où l'URSS est engagée dans des guerres locales en Afghanistan et surtout au Cambodge, aux côtés du Vietnam, avec lequel un traité calqué sur le modèle de ceux qui sont signés avec les pays membres du Pacte de Varsovie a été signé, élément clef à l'heure actuelle de la pénétration soviétique en Asie.

LE DEPLOIEMENT MILITAIRE

Au début des années 1960 l'URSS a accru ses forces présentes en Extrême-Orient : de 12 divisions en 1963, les forces terrestres passent à 43 divisions soit à peu près 400 000 hommes dont 3 stationnées en permanence en Mongolie, transformée en quasi-République de l'URSS. Jusqu'à la mi-1978, elles étaient placées dans les catégories deux et trois, c'est-à-dire dotées d'une partie seulement de leur matériel. Une panoplie nucléaire a été établie le long de la frontière sino-soviétique comprenant un quart environ de missiles à moyenne portée, dont le dispositif est en cours de renforcement par le déploiement du missile mobile à têtes multiples (MIRV) SS X 20. En outre 30 % des missiles stratégiques (à longue portée) sont basés en Sibérie ou placés à bord des sous-marins de la flotte du Pacifique. Celle-ci a été accrue d'un tiers en nombre d'unités au cours des dix dernières années et sa puissance de feu a été triplée par la mise en service de nouveaux bâtiments qui étaient en même temps capables de conduire des opérations lointaines. A partir de 1970, un détachement permanent de cette flotte pénétrait dans l'océan Indien à l'occasion du conflit indo-pakistanaï qu'attisait le Kremlin. Au total la flotte comprend 75 sous-marins et 57 grands bâtiments de surface, ce qui la rend plus puissante que la VII^e flotte américaine, que l'Amiral Gorshkov, chef de la marine soviétique, estime être parvenu à neutraliser à l'occasion du conflit indo-pakistanaï de 1971. 2 000 avions de combat complètent ce dispositif concentré le long de la frontière chinoise et autour de Vladivostok.

LES GUERRES INDIENNES DE BREJNEV

La pénétration soviétique en Asie s'est d'abord concentrée en Inde. En 1960, les fournitures soviétiques à l'Inde, négligeables, représentent brutalement le quart des exportations soviétiques d'armement. A partir de 1962, après la défaite de l'Inde dans la guerre qu'elle cherchait à la Chine, l'URSS prit une part prépondérante dans la mise sur pied de l'armée indienne moderne que les dirigeants de New Delhi avaient entreprise. Le rythme des livraisons s'accrut particulièrement à partir de 1968. En 1971, la guerre déclenchée par l'Inde pour le démantèlement du Pakistan fut largement appuyée par l'URSS — qui détourna notamment du matériel ultra-moderne débarqué à Alexandrie et destiné à l'Égypte —



Soldats indiens : Les premières guerres de Brejnev en Asie

pour l'amener sur le champ de bataille. Cette guerre fut pour l'URSS un véritable champ d'expérimentation, destiné à tester les qualités opérationnelles de ses armements, en particulier du matériel amphibie pour lequel la région du delta du Gange représentait un remarquable terrain d'essai. Elle fut également un test de la puissance de l'URSS.

Les résultats en furent que les relations entre l'Inde et l'URSS furent plus étroites que jamais. Le traité d'amitié et de coopération signé en août 1971, à la veille de la guerre du Bangladesh, doublé de la dépendance croissante du régime indien à l'égard de l'URSS (pour poursuivre son expansionnisme marqué par l'annexion du Sikkim en 1974) lui offrait une position de choix. La domination d'un des plus importants pays d'Asie, la disposition de plusieurs bases navales, le contrôle qu'elle avait obtenu sur le nouvel Etat du Bangladesh dont le port de Chittagong dans le golfe du Bengale était rapidement équipé afin de recevoir les navires de guerre soviétiques renforçaient considérablement la puissance soviétique et offrait à sa flotte des possibilités accrues d'interventions dans tout l'océan Indien.

LE PACTE DE SECURITE COLLECTIVE

Sur cette base les initiatives diplomatiques soviétiques prirent de l'ampleur à partir de 1969. Cette année-là, l'URSS déclencha sa première attaque contre la Chine, faisant peser une menace désormais constante tout le long de la frontière chinoise. De leur côté, les États-Unis amorçaient par la « doctrine de Guam », énoncée par Nixon, leur repli straté-

gique. Lors de la conférence des partis révisionnistes en juin 1969 Brejnev définit la politique soviétique en Asie : « Le déroulement des événements introduit aussi la nécessité de créer un système de sécurité collective en Asie ». Dès lors l'URSS poursuivra avec acharnement sa tentative d'établir un tel pacte, en vain. En mars 1970, le ministre indonésien des Affaires étrangères, de retour de Moscou, annonce : « Tous les pays d'Asie, y compris l'Indonésie ont rejeté la proposition soviétique ». Ni le Japon, ni la Corée du Nord, ni le Vietnam du Nord, ni même l'Inde malgré la signature du traité d'amitié et de coopération ne l'acceptent. Aucun pays, en dehors de l'Iran et de la Mongolie, n'accepte que le projet soviétique soit mentionné dans des textes communs. L'URSS ne désarme pas pour autant : ainsi en 1973, Brejnev s'en prend au Parlement indien au cours d'une visite officielle : « Il semble qu'il soit temps de discuter en grand détail et sous tous ses aspects l'idée d'une sécurité collective en Asie qui pourrait contribuer à une approche commune des problèmes de paix et de sécurité sur le continent, acceptables pour tous les États intéressés ». L'URSS se dit alors « pays d'Asie » pour tenter de définir la politique régionale de tout le continent à la faveur du retrait américain.

Que cela reste, malgré le refus général, l'axe de la politique du Kremlin, tout l'atteste, comme les commentaires de la presse soviétique affirmant dès 1970 que « la coopération économique peut établir les préconditions d'un système de sécurité collective en Asie » ou comme ceux affirmant en 1973 que les traités d'amitié

et de coopération « peuvent être considérés comme les premiers pas vers un traité de sécurité collective » et enfin comme la clause incluse dans le traité conclu avec l'Afghanistan à la fin de 1978 affirmant qu'il fallait ouvrir à la sécurité collective en Asie. Son intérêt est multiple : d'abord séparer l'ensemble de la région de la Chine. Mais surtout, faire de l'Asie une sorte de chasse gardée étroitement liée à l'URSS sur la base du retrait américain ; le projet soviétique prévoit que les accords bilatéraux liant les pays de la région aux USA soient dénoncés. En s'assurant ainsi une tutelle sur l'ensemble de l'Asie, l'URSS serait en mesure d'exercer une pression considérable sur la Chine et en même temps de s'assurer une position mondiale impressionnante.

LES ENTRAVES AUX AMBITIONS RUSSES

Cependant la conjoncture dans laquelle cet ambitieux projet pourrait être mis en œuvre lui oppose de sérieux obstacles : d'une part, les liens des États-Unis avec la plupart des pays d'Asie restent étroits, d'autre part la lutte pour l'indépendance nationale qui se poursuit depuis 1945 empêche que l'URSS puisse aisément dicter ses conditions à un ensemble de pays aussi vaste. Cette situation doublée des capacités relativement réduites de l'URSS pour exercer une domination économique lui a coûté des revers sérieux : ainsi le coup d'État de 1975 au Bangladesh a largement entamé la position soviétique dans le pays ; ainsi en Inde, le changement de parti au pouvoir a distendu les liens avec l'URSS et conduit à la réaffirmation rigoureuse des principes de non-alignement par le nouveau gouvernement. Celui-ci a d'ailleurs vigoureusement combattu les tentatives organisées par l'URSS pour scinder le mouvement des non-alignés ; il a entrepris des démarches pour normaliser les relations entre l'Inde et la Chine, tendues depuis 1962, l'URSS attendant en permanence un conflit latent. Aussi la diplomatie est-elle appuyée et relayée par les interventions militaires par lesquelles l'Union soviétique, mettant à profit toutes les situations conflictuelles, essaie de parvenir à ses fins. C'est sur cette toile de fond qu'ont éclaté les événements de l'année 1978 en Asie, notamment dans la péninsule indochinoise.

Grégoire CARRAT

DEMAIN :
1978 : L'OFFENSIVE
SOCIAL-IMPÉRIALISTE



Loyers : guerre psychologique avant la libération totale de juillet

Par Jean JAULIN

Un minuscule 2 pièces vient d'être libéré dans le 20^e arrondissement de Paris. Aussitôt l'agence précipite une de ses représentantes. Manteau de fourrure, grosse bague en or, dans le style Madame 16^e, la voilà en train de visiter l'appartement. Tout est propre, le téléphone vient d'être installé. Elle se frotte les mains : «*Mais c'est bien ici, très bien ! Ne vous en faites pas pour relouer, j'ai déjà quelqu'un. Combien payiez-vous ? 1 000 F. Mais ce n'est pas cher du tout. Attendez-vous à ce que cela augmente ! Vous n'avez pas vu les prix ailleurs. Ça vaut 1 500 F ici. D'ailleurs vous n'avez pas entendu les déclarations du président de la FNAIM*.* Il y a pénurie de logements à Paris. Il faut bien adapter l'offre à la demande».

La même histoire simple se reproduit tous les jours à Paris comme dans toute la région. Après la décision gouvernementale de libérer en deux étapes les prix des logements, des bruits de forte augmentation avaient circulé partout. Certains avaient même parlé d'un rattrapage de 45 %. Eh bien ! nous y sommes. Avant même la dernière

étape de la libération des loyers, la ruée vers l'or commence. Les HLM sont, elles aussi, prises dans l'engrenage. Dans de multiples cités de la banlieue parisienne, on commence à parler de grèves des loyers. A cela, s'ajoute l'aggravation continue du chômage. Comment payer quand on est chômeur ?



Tout Paris au prix des beaux quartiers

Le début de l'année a vu fleurir des cris d'alarme encore plus inquiétants. «*Les professionnels prévoient une pénurie pour 1980 dans les grandes villes*», «*le nombre des logements vacants est moins important qu'on ne le croyait*», «*logement : rétablir la confiance*». Tous les titres de journaux ont la même histoire : les enquêtes réalisées par la FNAIM. Arborant sans complexes les signes d'une réelle satisfac-

tion pour les résultats de 1978 et les prévisions de 1979, ils n'hésitent pas à parler de «*la prochaine envolée des prix*».

Dans l'immédiat, celle-ci toucherait Paris et sa proche banlieue «*qui sera bientôt à l'image du 16^e arrondissement*». Mais assez rapidement les villes de province de plus de 100 000 habitants seraient concernées par le même phénomène. Quelles sont les raisons avancées ?

L'immobilier sur la paille ?

La suppression des nombreux avantages fiscaux accordés à l'immobilier pour le grand boom de la reconstruction d'après-guerre aurait eu des conséquences désastreuses sur le niveau de la construction. A peine quelques dizaines de permis de construire à Paris en 1978. «*Or s'il est vrai que nous avons rattrapé et même dépassé le nombre de logements construits par habitant dans les autres pays industrialisés, la chute actuelle de la construction laisse prévoir, dit-on à la FNAIM, une pénurie de logements pour 1980*». Résultat : les prix du neuf s'envolent, ceux du locatif suivent.

«*N'ayons pas peur des mots, va jusqu'à dire le président de la FNAIM, le terrain est devenu propice au développement explosif d'un véritable «marché noir» de la location*». Conclusion : il faut que le gouvernement rétablisse les avantages fiscaux pour encourager les investisseurs immobiliers, et qu'il s'engage bien nettement sur la voie de la libé-

ration totale des loyers. «*Il faut affirmer que seul un véritable marché concurrentiel protège efficacement les locataires et que seule une offre abondante de logements à louer peut être à l'origine d'une stabilité des loyers*».

Spéculations pré-électorales

Manque de logements ? L'enquête de l'INSEE sur les logements vacants qu'on trouvera ci-contre semble apporter la preuve contraire.

Alors que se passe-t-il ?

En réalité, le mécanisme est assez simple. En prévision des élections, de nombreux investisseurs ont placé leur argent dans des logements. Et ceci à des prix de plus en plus élevés. Après les élections, les prix de nombreux logements ont atteint un tel niveau qu'ils ne trouvent pas d'acquéreurs. Bien plus, cela a eu des répercussions sur le prix des terrains à Paris au

point de porter le mouvement spéculatif en banlieue ; le prix du mètre carré à Courbevoie est celui du 16^e il y a moins de deux ans !

Le résultat est qu'un certain nombre de personnes, comme les cadres, quittent Paris pour acheter ailleurs, et qu'un nombre plus important de gens qui travaillent à Paris reviennent se loger dans du locatif. En grande partie d'ailleurs les ménages jeunes. Ceci crée donc des tensions importantes sur le prix du locatif qui a tendance à rattraper rapidement le prix du neuf.

Gare au mois de juillet !

Ce que veulent les promoteurs immobiliers et les propriétaires, c'est rattraper sur le prix de la location, le prix «*excessif*» qu'ils ont payé en des périodes incertaines pour eux. Ainsi, pour les lo-

gements inoccupés, «*une bonne partie d'entre eux risque de rester vides longtemps... jusqu'à ce que l'inflation permette aux acquéreurs de rattraper les prix*». (Les Echos du 7 février).

On comprend dans ces conditions que les promoteurs immobiliers s'inquiètent du nombre de logements en construction. Ce n'est ni plus ni moins que le cri du voleur en train de voler. Masquer les origines du mouvement spéculatif, voilà les raisons de ces cris alarmistes. Et cela s'éclaircit encore plus nettement quand on sait que la dernière étape de la libération des loyers est fixée en juillet. Faire le maximum de bluff d'ici là pour effectuer le plus rapidement possible les plus-values à réaliser, cela tient de la guerre psychologique. Comme le disent certains économistes bourgeois, c'est provoquer des phénomènes d'anticipation. Les travailleurs de Paris et de sa région doivent s'attendre à un véritable tir de boulets sur les loyers.

* Fédération nationale des agents immobiliers.

Combien de logements vides ?

A la faveur du recensement de 1975, l'INSEE dénombrait 1 036 000 logements vacants dans les zones urbaines. Ce qui avait alors été interprété comme «*une détente sur le marché du logement*». Dans le dernier numéro de leur revue Economie et Statistique, les services de l'INSEE précisent davantage ce qu'il en est. Se basant sur une enquête plus précise d'octobre 1977, l'article révèle que le chiffre avancé était supérieur à la réalité, pour des raisons tenant à la rapidité de l'enquête.

Néanmoins, il conclut à l'existence d'un million de logements vacants ; la différence avec le recensement de 1975 reste donc minime. Par contre, la précision de l'enquête est plus intéressante. Sur le million, 10 % ne seraient pas réellement des logements mais plutôt des constructions provisoires, des chambres et garnis ou des pièces indépendantes. D'autre part, sur les 890 000 restants, appelés «*logements ordinaires*», 37 % seulement seraient disponibles. C'est-à-dire en état et prêts à la location ou à la vente.

100 000 seraient neufs dont 25 000 en région parisienne et

15 000 pour Paris seulement. Or, la mévente de ces logements se serait accélérée puisque le nombre d'invendus est passé de 15 000 en 1975 à 73 000 en 1976. Les prix trop élevés sont jugés responsables de cette situation.

Pour les autres logements dits «*disponibles*», soit 350 000 habitations, plus du cinquième sont à Paris. Ce seraient pour 80 % des logements édifiés avant 1948 et 55 % d'entre eux présenteraient toutes les normes de confort. Bien plus, la majorité ont 3 pièces et plus. De quoi faire rêver tous ceux qui sont obligés de s'entasser dans des minuscules 2 pièces.

Dernières informations intéressantes, les HLM ont en France 220 000 logements neufs vacants et plusieurs milliers d'HLM locatifs !

Bref, des chiffres qui confirment l'anarchie du marché du logement résultant de la spéculation privée dans le domaine. De quoi remettre à leur place les cris alarmistes des promoteurs et agents immobiliers et rendre plus exigeants les travailleurs qui ont trop souvent des logements inconfortables, surpeuplés et de plus en plus chers !

Municipales au Pellerin et à Cheix-en-Retz UN VOTE CONTRE LA CENTRALE

Le second tour des élections municipales partielles, qui s'est déroulé le 25 mars à Cheix-en-Retz et au Pellerin, est riche d'enseignements. Avec une forte participation de votants, les maires et conseillers qui avaient démissionné en 1978 après la publication du décret d'utilité publique de la centrale nucléaire sont réélus. Les électeurs les ont plébiscités nettement, en raison de leur refus de l'implantation de la centrale du Pellerin.

La gauche perd, dans les deux communes, les sièges qu'elle avait gagnés aux élections de 1977. Les six conseillers PS élus en 1977 au Pellerin sur une liste d'union de la gauche ne sont pas réélus, et laissent leur place à des membres de la liste du maire sortant (qui se présente comme «sans étiquette», mais s'affirme contre la centrale). Quant aux candidats du PCF, sur les deux localités, ils font, au premier comme au second tour, les plus mauvais scores de ces élections. Tous les candidats en présence se prononçaient contre l'implantation de la centrale et pour la poursuite de la lutte. Les électeurs ont fait un choix assez net : ils ont préféré voter pour les notables locaux qui s'étaient déclarés hostiles à la centrale nucléaire, et contre les manœuvres politiciennes des partis de gauche.

L'ÉCHEC DU BOYCOTT

Rappelons quelques faits

de la dernière période. En octobre dernier, les notables de droite et élus de gauche des deux communes démissionnaient pour protester contre le projet de centrale. Ils se retrouvaient dans le comité de défense de l'environnement où l'on avait envisagé l'action contre la centrale depuis longtemps. La Préfecture nommait alors des fonctionnaires pour les remplacer, et fixait la date de nouvelles élections. Pour protester contre ces mesures qui tendaient à annuler leur geste, les élus sortants décidaient, dans un premier temps, de boycotter ces élections. Y voyant une bonne occasion pour prendre la mairie, le PCF présentait alors une liste, pensant être seul en lice. Rapidement, le parti socialiste ripostait : manœuvrant dans les comités de défense de l'environnement, et au sein de groupes écologistes, notamment Ecologie-44, il présentait sa liste «pour faire échec aux manœuvres du PCF».

Les deux partis de gauche, à partir de ce moment, ont tenté d'intéresser les paysans aux thèmes nationaux de la querelle qui les oppose, évitant par là de parler du projet de centrale qui menace l'agglomération nantaise. Les maires «sans étiquette» décidèrent alors, quinze jours avant le scrutin, de présenter leur liste, parce que, disaient-ils, «les conditions du boycott ne sont plus réunies, puisque la gauche l'a rendu impossible». Enfin, le Comité de défense présentera lui-même au second tour au Pellerin une candidate qui a fait un bon résultat.

Le PCF va-t-il tirer la leçon de ce scrutin ? Va-t-il, comme le faisait Marchais récemment en Bretagne, se plaindre de ce que les Bretons votent à droite ? Va-t-il soutenir explicitement le projet de centrale, comme Marchais l'ordonnait à ses militants bretons ? On sait en tout cas que le PCF ne participera pas à la marche de Nantes le 10 mars !

Quant au PS et à ses deux «écologistes», ils peuvent également méditer sur la leçon subie. Même si le PS s'était vanté de ne pas avoir été le premier à rompre le boycott, les électeurs ont jugé que le débat se situait ailleurs.

Au Pellerin, sur 2 118 inscrits et 1 288 suffrages exprimés, ont obtenu au second tour : le maire sortant sans étiquette 515 voix (élu) ; la candidate du comité de défense : 365 voix ; le candidat PS 220 ; le PCF, 188. A Cheix-en-Retz, sur 242 inscrits et 205 votants, ont obtenu : la liste sortante, 99 voix en moyenne (5 sièges), une seconde liste également hostile à la centrale, 94 voix en moyenne et 3 sièges. Il est à remarquer qu'au Pellerin, la querelle des partis de gauche ne leur a pas permis de conclure d'accord de désistement.

CORRESPONDANCE

LE NUCLEAIRE DIVISE LE PCF

Nous avons rendu compte dans notre édition datée de mardi des remous provoqués au sein du PCF par les prises de position de Marchais en faveur des centrales nucléaires, en Bretagne. On apprend que Jacques Morvan, candidat PCF dans le canton de Plogoff, fera campagne contre l'implantation de la centrale prévue dans cette localité.

Troupes éthiopiennes et soviétiques hors d'Erythrée

Avec l'année 1979, la lutte de libération nationale du peuple érythréen est entrée dans sa dix-neuvième année : 19 années de lutte armée contre le colonialisme éthiopien. Mais depuis plusieurs mois, plus de 100 000 soldats éthiopiens, équipés et encadrés sur le terrain par des officiers russes et cubains, ont lancé une offensive de grande ampleur. Des centaines de villages ont été bombardés, rasés, 13 000 Erythréens tués dont de nombreux enfants victimes des bombes et du napalm soviétiques.

Paris : meeting de solidarité avec le peuple érythréen

MUTUALITE (SALLE B)
MERCREDI 28 FÉVRIER A 20 h 30
A l'appel du FPLE et de :
CEDETIM - LCR - OCT - PCML
PCR ml - UCJR - UTCL
Projection du film «Sawrana» (Notre révolution)

Après la réunion des oppositionnels du PCF

Etienne Balibar, un des oppositionnels à l'origine de la réunion qui a rassemblé une centaine de militants du PCF samedi à Paris, précise ses positions dans *Le Matin* de ce mardi. Après avoir critiqué le fait que ce journal ait rendu publique la tenue de cette réunion, qu'il souhaitait strictement interne, Balibar a précisé qu'il n'est pas question pour les oppositionnels de constituer des «fractions», Balibar poursuit : «Personne ne peut se satisfaire de l'état actuel de la réflexion dans notre parti. Plus tôt cette situation sera dépassée, plus vite la discussion des communistes trouvera ses formes d'organisation normales et cessera d'être perçue comme une machine de guerre idéologique interne, plus nous aurons de chances de rattraper notre retard collectif, non sur 56 ou sur 68, ou sur toute autre date du passé, mais sur les problèmes du présent (...). Les problèmes que nous voulons poser, et d'abord nous poser à nous-mêmes (...) ne seront pas tranchés ou résolus le 13 mai prochain au soir».

Rénovation dans le 13^e L'office HLM expulsee et la ville de Paris refuse de reloger

Défonçant la porte à coups de masse, ils entrent, demandent à l'occupante terrorisée de s'écartier, et brisent les vitres, cassent les portes, arrachent les volets, coupent l'électricité. «Ils» ce sont les démolisseurs envoyés jeudi 22 février par l'OPHLM pour rendre inhabitable un appartement du 180 avenue d'Italie.

Cet immeuble a été racheté en 1977 par l'office pour le remplacer par un bloc de HLM. L'office, contraint de reloger, tient à éviter que de nouveaux occupants «squattent» les lieux. Rien n'autorise cependant les HLM à «faire justice» eux-mêmes. Mais le plus scandaleux est cette logique de promoteurs qui conduit l'office comme les entreprises privées à détruire les vieux immeubles qui pourraient abriter des familles entières alors que les projets de reconstruction ne sont même pas arrêtés. Cette logique de profit qui, par la hausse des loyers et la destruction du tissu urbain, vide les quartiers populaires de leurs habitants comme de leur vie. Qu'on en juge d'après ce qui se passe dans ces vieux îlots proches de la porte d'Italie :

— Au 180 avenue d'Italie, l'office HLM accélère depuis deux mois le pro-

cessus de relogement et d'expulsion : la moitié du 180 est déjà saccagée et murée alors que les responsables du projet de rénovation affirment qu'aucune décision concernant le périmètre ne sera prise avant plusieurs années. L'office HLM, pressé de rentabiliser ses investissements, espère-t-il, en vidant le 180, accélérer la rénovation ?

On peut en douter. En effet, la Ville de Paris, qui dirige le plan de rénovation, n'accordera pas de permis de construire à l'office avant le lancement des opérations d'ensemble.

— au 186 de la même avenue, c'est la RATP qui devait construire. Deux adultes et un enfant y sont encore : on ne leur a proposé que des logements sans confort ou trop bruyants pour l'enfant malade mental. Bien souvent, profitant de l'ignorance des locataires, jouant sur

leurs inquiétudes, les promoteurs proposent n'importe quel relogement en dépit de la législation.

L'hôtel meublé du 16 rue Bourgon a été acheté par la Ville de Paris. L'ancien propriétaire l'a rendu vide alors que les locataires — des travailleurs immigrés — l'habitent toujours. Maintenant la Ville de Paris ne veut pas entendre parler de relogement.

LA RESISTANCE DES HABITANTS

Sur ces îlots, la destruction avance vite, les expulsions sont fréquentes ; quant aux projets de construction, ils sont tous remis en question.

Les habitants — ceux qui ne sont pas partis — ont créé des associations de défense. Mais les élus PS-PC, en les appuyant dans leurs luttes ponctuelles, ne cherchent pas à élargir la mobilisation : l'essentiel pour eux est d'apparaître à chaque occasion comme les défenseurs de la population. Au 180 avenue d'Italie, des locataires outrés du sacage de l'appartement ont

appelé au soutien. Le PCF, accouru aussitôt, se pose en maître d'œuvre de la défense : il rédige le tract, il contacte ses élus, il appelle à un rassemblement. Un parti bien actif quand il tire les rênes. Une locataire objecte qu'un comité plus large serait plus efficace : «Tu sais ce n'est pas une affaire de boutique mais l'unité c'est difficile à réaliser» répond le PCF. Le dimanche, jour de marché, les habitants ont été très sensibles au meeting d'information des locataires. Ce sont les vieux du quartier qui ont été le plus scandalisés à la vue de l'appartement mis à sac. Témoins de la pratique des promoteurs depuis longtemps, plus touchés que les autres par la déshumanisation des quartiers, ils savent que cette rénovation là n'est pas en faveur de la population.

Le succès de cette «visite de l'appartement» devrait encourager les habitants du quartier à s'opposer collectivement aux menaces et aux manœuvres des promoteurs publics et privés.

Didier DELORME



Une vue de l'appartement dévasté en présence de l'occupante.